

QUELLE EST VOTRE EUROPE!

Consultations citoyennes
sur l'Europe



Co-organisé par :



Le groupe Europe des
Semaines sociales de France



Le séminaire Passé et avenir de la civilisation
européenne du Collège des Bernardins

Les partenaires :



Le [Collège des Bernardins](#), dans le cadre de son séminaire *Passé et avenir de la civilisation européenne* et les [Semaines sociales de France](#), à la suite de leur Session Quelle Europe voulons nous ? ont décidé de monter ensemble cette Consultation citoyenne sur l'Europe. Le jeudi 27 septembre 2018, à la suite d'une intervention de M. P. Bénéton, professeur à l'Université de Rennes I et à l'Institut catholique d'études supérieures et signataire de la déclaration de Paris sur l'Europe (*Une Europe en laquelle nous pouvons croire*), de Mme Lena Morozova-Friha, déléguée générale du think-tank pro-européen *Europa Nova* et du Frère Olivier Poquillon, secrétaire général de la Commission des Episcopats de l'Union européenne (COMECE), plus d'une centaine de participants a travaillé sur le thème *L'Europe se construit-elle avec ou contre les peuples ?*. Répartis en neuf groupes de taille égale, il s'agissait dans un premier temps pour les citoyens d'identifier trois défis majeurs rencontrés par l'Union européenne puis, dans un second temps, de proposer des solutions ou d'esquisser, à tout le moins, des pistes de réflexion. Cette consultation s'est achevée sur une restitution collective dont ce document se veut la transcription : les phrases entre guillemets reprennent les réflexions des participants, reprises telles quelles.

Les échanges entre les participants ont manifesté dans leur ensemble une grande cohérence. Si, globalement, émerge un **attachement au projet européen**, les conclusions traduisent presque unanimement un **décalage important entre les attentes des citoyens et la réalité du fonctionnement actuel de l'Union européenne**. Certes, l'Europe est « *un bien précieux qu'il faut transmettre* » en même temps qu'un « *outil qu'il ne faut pas oublier* », mais il convient aujourd'hui de « **redonner un sens à cette maison commune** », laquelle tend aujourd'hui à devenir une « *machinerie opaque* » dont le caractère indéterminé, « *encore flou* » est encore un obstacle, quoique riche de possibilités futures, peut être un obstacle à la constitution d'une véritable communauté. A partir de là, trois thématiques ont émergé :

1. Le rapprochement des peuples européens ;
2. Le fonctionnement des institutions européennes ;
3. L'action de l'Union européenne face aux défis du monde actuel.

1. La proximité des peuples européens, encore trop peu développée, doit être renforcée

Garantir la paix et développer la connaissance mutuelle des peuples européens se sont vite imposés dans les groupes de travail comme les premiers devoirs assignés aux institutions européennes, car « *de la méconnaissance naît la méfiance* ». De ce point de vue, les participants ont presque unanimement relevé les avancées permises par l'Union européenne et des initiatives intergouvernementales comme le programme *Erasmus* : l'Europe est aujourd'hui « *dans l'ensemble, démocratique et pacifique* ». Toutefois, certains ont relevé le « **déficit de communication** » de ces bienfaits auprès des « *gens qui ne voyagent pas* » et le fait que « *de nombreux jeunes n'ont pas accès à l'Europe qui reste réservée à une élite privilégiée* ». De fait, l'Europe se trouverait entre la voie de « *l'ouverture* », la « *tentation du repli sur soi* » et la « *crispation identitaire* ». Quoique les solutions à cette question ont fait l'objet de nettes divergences dans les groupes, il « *semble se poser aujourd'hui la question des limites : quelle est l'identité de l'Europe ?* ». Cette

question se pose de façon d'autant plus pressante aujourd'hui que « *la multiplication des crises pourrait accréditer l'idée d'une Europe de la peur* ».

Face à ce défi et « *pour que la diversité de nos histoires, de nos cultures ne nous condamne pas au relativisme* », les participants ont presque unanimement souligné l'importance de « **développer la connaissance mutuelle des différents peuples de l'Europe** ». Ainsi serait-il bienvenu **de renforcer les dispositifs existants** dans le domaine de l'éducation, au premier rang desquels *Erasmus*, qu'il conviendrait « **d'étendre au-delà des étudiants, pour les fonctionnaires, les professeurs, les apprentis, les artistes** », et « **renforcer l'apprentissage des langues** », « *fondamental pour qui veut se sentir pleinement européen* ». L'idée de créer un « **manuel commun** » sur l'Europe et d'une « **formation citoyenne dès le plus jeune âge** » pour tous les Européens, auprès desquels il faudrait « **diffuser davantage l'histoire de l'Union européenne et des autres pays européens** » a également été évoquée.

Un puissant vecteur de rapprochement des peuples et de formation d'une communauté politique européenne pourrait être le **développement de « médias européens »**. Ont été évoqués la création d'un « *grand média européen* » comme, par exemple, d'une « *chaîne de télévision commune* », ou d'une « *presse européenne* » sur le modèle de « *Ouest France* » - alliant des pages européennes avec des pages consacrées à l'actualité nationale – mais aussi de « *réseaux sociaux européens* » pour amener les citoyens à « *s'intéresser davantage à l'UE* ». Il pourrait aussi être intéressant de « *développer les réseaux transeuropéens en partant des villes et créer à cet effet un réseau d'Eurovilles* ».

Mais si « *le sentiment d'être un peuple européen est trop faible* », c'est aussi « *la faute de l'absence de rites en commun. En France, nous avons les départs en vacances, la rentrée... nous n'avons pas cela à l'échelle de l'Union européenne* », ce à **quoi le développement de rites et d'une « symbolique »** commune pourraient répondre.

2. Les institutions de l'Union européenne, « très complexes », sont encore trop lointaines des citoyens européens

Il ressort des échanges formulés en groupe que la distance entre les institutions européennes et les citoyens doit beaucoup à « *un manque de lisibilité* » provenant d'un « *vrai déficit en termes de communication et de fonctionnement* ».

Ce déficit de communication est largement imputable aux « médias, qui n'ont pas une connaissance assez poussée de l'UE, manque partagé par la classe politique qui ne communique pas assez à leur égard ». De fait, « *on ne parle pas assez des réussites de l'Europe* ».

Toutefois, ce décalage provient aussi, d'une part, de la propension des institutions européennes à « *mettre l'économie avant le politique* », à avoir un « *prisme, trop économique et financier et pas assez humain* », une « *philosophie qui laisse peu la place à une conception plus sociale de l'Europe* ». Une participante est même allée jusqu'à demander si « *du point de vue économique, l'Union européenne était encore*

démocratique ». Ainsi, pour un participant, dès lors qu'« on a le sentiment que c'est l'individualisme ou les intérêts particuliers qui priment plus que la solidarité », il devient compliqué « d'introduire la notion de communauté de destin dans la conscience politique des citoyens ».

A cela faut-il ajouter un « manque de réactivité et d'adaptabilité » dû à la « difficulté de se remettre en question » de la « technocratie », laquelle a une « **logique de fonctionnement très éloignée du fonctionnement démocratique des Etats** car ne prenant pas en compte le principe de séparation des pouvoirs » mais seulement celui de la « séparation des intérêts » européens (Commission et Parlement) et nationaux (Conseil).

La déconnexion des institutions européennes des peuples européens tient en effet pour partie à la particularité de son mode de fonctionnement, qui doit tant bien que mal articuler la logique européenne et les intérêts des différents Etats-membres. Alors que prévaut encore un « manque de solidarité et de cohérence entre les gouvernants » sur fond de « montée des populismes et des extrêmes de gauche et de droite », « **l'Europe bloque faute d'une capacité à dégager des positions majoritaires** ». Le poste pourtant clef de président de la Commission européenne en pâtit : « depuis J. Delors, les présidents de la Commission, M. Barroso et J. C. Juncker, sont difficilement élus et mal acceptés ».

Pour combler ce déficit démocratique, une première piste pourrait porter sur **l'amélioration du fonctionnement des institutions européennes**. A été proposé de « mieux contrôler et évaluer les fonctionnaires européens et changer leur sélection ». Afin de rapprocher le politique du citoyen, l'idée a été émise « **d'aligner toutes les élections européennes afin de susciter l'intérêt des citoyens des différents Etats membres pour la politique des autres Etats** » et de « **créer des listes transfrontalières** », mais aussi, du pur point de vue de la communication, d'« **inciter les députés européens à aller dans les circonscriptions nationales pour y parler davantage de politique européenne** », de mieux rendre visible, « comme aux Etats-Unis », le « discours sur l'Etat de l'Union par le président de la Commission » et de tenir des « **réunions à mi-mandat pour rendre compte** » directement aux citoyens de la gestion et des actions de l'UE.

La deuxième et la troisième piste ne font pas consensus.

Il s'agit, pour l'une, **d'engager l'Union européenne sur la voie de la fédéralisation**. Suivant cette option, pourraient ainsi être envisagées l'extension de « la logique de la majorité » à de nombreux autres champs de décision, « **l'élection d'un président de l'Union européenne au suffrage universel** », la **présentation du Conseil comme « Chambre des Etats »** à l'image du Sénat américain, **l'adoption d'une « politique étrangère commune et en particulier sur le militaire et la défense »** voire de former un « **réel exécutif avec un pouvoir de décision permettant une prise plus rapide des décisions** », lequel serait doté d'un « **réel pouvoir législatif en place et d'un véritable contrôle judiciaire ainsi qu'un pouvoir de sanction détenu par la CJUE** ». A cette fin, il conviendrait de « **détacher les élections européennes des préoccupations nationales et pour ce faire d'instaurer des listes transnationales qui permettraient aux citoyens de voter en fonction de ce que chaque liste souhaite faire de l'Union européenne et non en fonction de l'adhésion à une politique nationale** ».

La seconde piste préconise à l'inverse « **davantage de subsidiarité** » et / ou « *une Europe à géométrie variable* », et le rapprochement des institutions européennes et nationales par le biais de « **débats parlementaires nationaux sur l'Union européenne** » ou l'institution d'un véritable « *représentant de l'Union européenne auprès du gouvernement français* », et une « *plus grande intégration des 6-7 Etats membres fondateurs* ».

3. En troisième lieu, les participants ont exprimé à une forte majorité leur vœu de voir l'Union européenne porter des politiques qu'elle assume aujourd'hui de façon insuffisante

Malgré un « *discours sur l'UE généralement démotivant* », les participants se sont accordés pour trouver à l'Union européenne une véritable vocation pour mener certaines actions. Alors que certains déploraient un déséquilibre entre « *un excès de réglementation* » et un « *certain dumping / laxisme social* », l'Europe renvoyant « *une impression de disparité et de concurrence sauvage* », elle devrait au contraire être « *rassurante et protectrice* » et, à cette fin, porter des initiatives concrètes en « *luttant contre les paradis fiscaux* », « *assouplissant la réglementation* », ou en « *harmonisant les législations sociales et fiscales* ». Par ailleurs, la restitution finale a traduit une forte aspiration à voir l'Union européenne s'affirmer sur la scène internationale et « *cesser d'être un nain politique* » pour « *adopter des positions fermes vis-à-vis des USA, de Poutine, de la Chine* » et « *parler d'une seule voix aux pays tiers* ». Cette meilleure coordination pourrait se matérialiser par le fait d'avoir « *un seul siège au Conseil de sécurité des Nations Unies* » ou « *une politique migratoire extérieure affirmée et unifiée* ».

Dans leurs conclusions synthétiques, Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef du journal La Croix, et le père Jean-Baptiste Arnaud, directeur de recherche aux Bernardins, ont expliqué que l'idée de personne et celle indissociable de communauté étaient au cœur du projet européen quel que soit le regard qu'on lui porte, « *noir chez P. Bénéton, rose chez L. Friha-Morozova, et...jaune et blanc chez O. Poquillon.* »